moins deux voitures. D'importants investissements publics s'imposeront pour empêcher une aggravation de plus en plus sérieuse de la congestion des routes. Les investissements dans les autoroutes urbaines, les grandes artères, les échangeurs et les transports en commun à grande vitesse d'ici 1980 pourraient facilement dépasser 4 milliards de dollars dans les centres de 100,000 habitants et plus. De l'avis du Conseil, «...l'établissement de bons systèmes de transport urbain est aujourd'hui d'une importance économique égale à celle qu'a revêtue autrefois l'aménagement d'un système de transport national transcontinental».

L'habitation.—Pour faire face à la demande de logements que prévoient ses projections concernant la formation de ménages, le Conseil économique estime que le Canada aura besoin d'environ 190,000 nouvelles unités de logement en moyenne par an entre 1966 et 1970, soit un total en quatre ans de plus de 750,000 nouvelles unités, et il prévoit qu'une forte proportion des achèvements devra être concentrée vers la fin de la période. Le besoin de nouvelles habitations devrait continuer de s'accroître au cours des années 1970, atteignant environ 1,100,000 unités pendant la première moitié de la décennie et entre 1,300,000 et 1,400,000 unités au cours de la seconde.

Vers la fin des années 1970, 90 p. 100 environ de la construction de nouvelles habitations se fera dans les villes. En outre, par suite de la concentration croissante de la population dans les plus grands de ces complexes urbains, la nouvelle construction domiciliaire devra se déplacer de plus en plus vers les zones métropolitaines. On prévoit que le nombre d'unités requis dans les villes de 100,000 et plus passera de 630,000 unités en 1966-1970, à 800,000 unités environ dans la première moitié des années 1970 et à un peu plus d'un million dans la seconde moitié. Cela veut dire qu'en 1980 la demande annuelle de nouvelles habitations dans les 29 grands centres urbains sera égale à celle du Canada tout entier en 1970. Si les récentes tendances se maintiennent, vers 1980, au-delà des deux tiers des nouvelles constructions dans les grands centres prendront la forme d'appartements et d'autres formes d'habitations multi-familiales, comme les maisons en rangée, maisons jumelées et duplexes, etc.

Les estimations visant la construction de nouvelles habitations sont faites en fonction d'une demande croissante d'habitations de remplacement qui résulterait de programmes énergiques de rénovation et de réaménagement des quartiers décadents des grandes villes les plus anciennes. Les données du recensement de 1961 n'indiquent pas qu'il existe une proportion extrêmement élevée d'habitations délabrées, et même la proportion de logements exigeant des «réparations majeures» est quelque peu moins forte dans les grandes villes que dans le reste du pays. Tout de même, il semble qu'en 1967 un million peut-être de Canadiens habitaient des logements de cette catégorie, dont environ un quart dans les grandes villes. Le Conseil a noté:

«Dans le cas de nouveaux progrès rapides de l'urbanisation, il est inévitable que le coût économique et social des logements insuffisants et du délabrement urbain augmente considérablement à moins qu'on ne parvienne à améliorer et à élargir sensiblement les mesures à long terme de restauration et de prévention. Or, toute accélération de la rénovation urbaine ne pourra qu'intensifier le besoin déjà pressant d'une forte expansion dans la construction de logements sociaux. En effet, il faudra voir à loger de façon convenable le nombre croissant de personnes par ces programmes de rénovation. Il semble manifeste que pour arriver à des succès sur ces deux plans à la fois, il faudra une plus grande participation financière de la part des gouvernements supérieurs, et plus d'initiative d'expérimentation et une meilleure intégration des plans d'ensemble de la part des administrations municipales.»

Approvisionnement en eau et problèmes de la pollution.—Vu la croissance forte et soutenue des populations urbaines, les problèmes d'un bon approvisionnement en eau et de l'élimination des déchets industriels et ménagers vont encore s'aggraver. Par exemple, au fur et à mesure qu'un centre urbain s'agrandit, il augmente sa consommation d'eau par habitant. Dans les 18 principales villes canadiennes, la consommation quoti-dienne d'eau est aujourd'hui d'environ 125 gallons en moyenne par habitant. Il semble que en 1980, la consommation moyenne par habitant par jour pourrait atteindre 200 gallons